



## Fédération de la Santé et de l'Action Sociale (FSAS-CGTG)

Rue Maurice MARTIN, 97 100 Basse-Terre  
0690.28.19.86  
fsas.cgtg@laposte.net  
[www.veyatifsascgtg.org](http://www.veyatifsascgtg.org)



### **DECLARATION FEDERALE** *Sur les résultats de l'élection Présidentielle*

## **Pile ou face... Une même médaille frappée par l'oligarchie financière !**

La Guadeloupe, la Martinique, la Guyane, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon ont fait la démonstration de leur maturité politique en votant massivement pour un programme politique de recentrage social et humain soutenu par Jean-Luc MELENCHON. La FSAS-CGTG, dans sa dernière déclaration fédérale du 04 Avril courant, avait appelé l'ensemble des travailleurs et la population à se mobiliser pour **notre camp**, contre **le camp de l'oligarchie financière**, notre adversaire politique et social. En revanche, les résultats sur le plan national ne vont pas dans le même sens et cela est inquiétant quant on constate que MELENCHON n'est pas au deuxième tour alors qu'il talonne de peu - 0,8 point - la candidate sélectionnée pour affronter MACRON... **Nous aurions dû avoir droit à une triangulaire au deuxième tour !**

" A la FSAS-CGTG, nous estimons qu'à force de "centrisme" et de "modération", nous perdons tout ce que nos anciens ont gagné de hautes luttes et quelques fois par les armes. **La FSAS-CGTG appelle chacun à utiliser son Droit de vote pour avoir une politique de défense de la classe laborieuse et du peuple. N'oublions pas que c'est l'abstention qui a favorisé l'élection de Macron en 2017...**", voilà comment nous concluons notre dernière déclaration fédérale et cela n'a pas manqué.

En Guadeloupe, plus de 55% d'abstention malgré le score de 56 % des votants du candidat Melenchon. Sur le plan national, 25% d'abstention - soit 11 millions d'électeurs - ont failli à leur devoir de citoyen pour laisser la place à un choix d'apparence schizophrénique - entre le zika et le chikungunya - mais pas tant que cela. Ce qui est certain, c'est que ceux qui ont préparé les esprits depuis deux années à coups de sondages et d'embellissement de la devanture des deux candidats sélectionnés ont réussi, encore une fois, leur sale besogne antidémocratique.

Nous l'avons déjà dit et le répétons, quelque soit l'un de ces deux candidats qui passera le 24 Avril prochain, ce sera le candidat de l'oligarchie financière. Nous avons averti que les candidats, Hidalgo - Jadot - Pecesse - Lasalle - Dupont-aignan et Zemmour appelleraient à voter pour l'un des deux candidats préselectionnés par le système et c'est le cas. Le candidat Melenchon appelle à ne pas donner de voix à la candidate Le Pen et le candidat Roussel appelle carrément à barrer la route à Le Pen en votant Macron... Deux attitudes tortueuses qui sèment le trouble dans la tête de leurs électeurs respectifs et qui risquent d'aboutir à un résultat désastreux.

La République - *Res publica* (Chose Publique) - n'existe plus depuis les attaques néolibérales des années 1980 et son achèvement par **Sarkozy - Hollande et Macron**. En aucune manière on ne pourrait parler de "front Republicain" avec ces fossoyeurs de la chose publique au profit des grandes entreprises privées et transnationales. Cette élection montre à quel point les fondamentaux idéologiques de la lutte de classe doivent ressurgir pour recentrer le débat politique. L'action syndicale aura, désormais et à défaut des instances politiques aseptisées, un rôle essentiel.

Le Social-libéralisme est mort, vive le Macro-libéralisme ! Ce Macron qui a estropié et éborgné les gilets jaunes, trompé toute la population, "vacciné" de force la population pour des raisons financières, menti plus d'une fois, mis à mort socialement des soignants, des paramédicaux et des travailleurs sociaux qui ont tant donné, précarisé la jeunesse, pillé les caisses publiques au profit de ses amis, aggravé la "dette publique"... Et pourtant, il se retrouve en tête de gondole de cette élection sans avoir à présenter son bilan en débat contradictoire.

Quant à Le Pen, rien n'est plus clair dans sa démarche que le projet de société qu'elle soutient qui repose sur une nostalgie impérialiste, ce qui ne dérange en rien l'oligarchie financière au regard de son projet de mondialisation du pouvoir politique, tant que l'impérialisme "français" s'intègre dans cette dimension. La mise à l'écart de son père, trop "national-puriste", et le changement de nom de son parti sont des garanties données au système pour s'y intégrer et enlever les barrières s'opposant à son élection. Le reste n'est que fioriture pour tromper les esprits critiques, particulièrement ceux qui ont gardé leur grille d'analyse des années 1980.

Où les Français sont masochistes ou ils sont dépolitisés au point de n'avoir plus de mémoire et de boussole et c'est signe, comme dans les années 1930, de la manifestation d'un phénomène **qui peut passer par une période très sombre**. En ce temps-là, nous sommes passés du Front Populaire (victoire pour de grandes revendications ouvrières) au régime de Pétain (*révolution nationale*... un petit air avec *rassemblement national*), vassal d'Hitler, en moins de deux. Et l'oligarchie de l'époque affirmait déjà : "*Plutôt Hitler que le front populaire*"... Les dernières déclarations "républicaines" du MEDEF "contre" le programme de Le Pen ne sont que de la poudre aux yeux.

**Ce n'est donc pas en votant pour Macron ou Le Pen que quoique soit changera, l'oligarchie a déjà gagné la Présidentielle !** Il reste peut-être à la surprendre en **prenant à bras le corps les élections législatives** pour y envoyer de véritables représentants du peuple et des travailleurs pour parer aux intrigues du prochain gouvernement, peu importe le Président. **C'est dans le contre-pouvoir que nous avons encore la possibilité de mettre un frein aux velléités antisociales des idéologues néo-libéraux et des possédants.**

Mais notre première inquiétude est de constater que beaucoup de citoyens, y compris en Guadeloupe, sont tentés par le vote Le Pen pour "abattre" Macron qui symbolise à lui seul, et à leurs yeux, la méchanceté humaine. Ces citoyens trouvent toutes sortes d'arguments, souvent irrationnels, pour justifier leur intention sans se rendre compte que Macron et Le Pen ne sont que pile et face d'une même pièce de monnaie frappée par l'oligarchie. Ils ne se rendent pas compte qu'il feront exactement ce que l'oligarchie souhaite ardemment : **Allez plus loin et plus vite dans sa programmation avec un individu encore plus coriace que Macron.**

Notre deuxième inquiétude est l'abstention récurrente qui exprime la lassitude citoyenne, due aux inconséquences politiciennes, mais qui fait le jeu du système. Cette élection présidentielle se jouait au premier tour et non au second tour, ceux qui pensaient laisser aux autres le choix de tamiser pour ensuite voir clair se sont lourdement trompés. Ce comportement est le fruit de l'absence des organisations politiques sur le terrain des citoyens, les réunions et assemblées - encore pire depuis la COVID - étant remplacées par les réseaux électroniques. L'humain ne se parle plus en face-à-face jusqu'au jour où tout le monde trouvera facile et naturel de voter par internet... **La démocratie est donc en très grave danger !**

En dépit de ces inquiétudes, la FSAS-CGTG reste optimiste et appelle à la mobilisation des travailleurs de la santé, du médicosocial et de la population dans les combats de terrain entrepris depuis tantôt : Contre l'obligation vaccinale, Pour la réintégration des professionnels, Pour un système sanitaire et un système médicosocial adaptés et efficients.

La FSAS-CGTG rappelle que, durant des années, on nous a fait croire que les salaires étaient des charges et que l'investissement public était une plaie économique. Quand nous demandions des millions pour avoir les moyens humains - matériels et financiers, on nous rétorquait que nous étions des irresponsables. Comme par hasard, on a trouvé des milliards pour financer une stratégie sanitaire qui a échoué et tout cela sous la houlette de cabinets privés qu'il fallait aussi payer, alors qu'il y a déjà des services et des fonctionnaires qui pouvaient et devaient faire le travail.

**QUELQUE SOIT LE PRESIDENT, UTILISONS NOTRE DROIT DE VOTE POUR AVOIR LA SOCIETE QUE NOUS VOULONS... CETTE FOIS AUX ELECTIONS LEGISLATIVES A VENIR !**

Basse-Terre, le 11 Avril 2022